

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Rodez, le 14/03/2022

Cellule carrières – mines et après-mines

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **LA BLEUE DU CAYROL SAS**

La Moulieyre  
parcelle n° 382 - section L  
12210 MONTPEYROUX

Références : n° 12-CARMIN-2022-12

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2022 dans l'établissement LA BLEUE DU CAYROL SAS implanté à La Moulieyre parcelle n° 382 - section L - 12210 MONTPEYROUX. L'inspection a été annoncée le 26/01/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LA BLEUE DU CAYROL SAS
- La Moulieyre parcelle n° 382 - section L - 12210 MONTPEYROUX
- Code AIOT dans GUN : 0006800115
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'installation visitée est une ardoisière ayant fait l'objet d'un changement d'exploitant en 2020. Cette ardoisière a été autorisée en 1990 et a fait l'objet d'une prolongation jusqu'en 2023. Un dossier d'autorisation environnementale est actuellement en cours de finalisation.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Accès au site
- Extraction
- Abattage à l'explosif

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Aménagements préliminaires.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Sécurité du public.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	/	Sans objet
Exploitations à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14 > 14.1.	/	Sans objet
Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	/	Sans objet
Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22	/	Sans objet
Périmètre autorisation	AP Complémentaire du 19/03/2020, article 2	/	Sans objet
Autorisation	Arrêté Préfectoral du 23/03/1990, article 2	/	Sans objet
Fronts	Arrêté Préfectoral du 23/03/1990, article 3	/	Sans objet
Abattage à l'explosif	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.4.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas soulevé de constats majeurs vis-à-vis de l'exploitation. Il s'agit d'une exploitation essentiellement artisanale qui ne génère pas de nuisances particulières.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Aménagements préliminaires.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;2° Le cas échéant, des bornes de nivellement.Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b> Le périmètre d'autorisation a été reborné récemment. Lors de l'inspection, 2 bornes (1017 et 1022) ont été visualisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Sécurité du public.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès au site
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
<b>Constats :</b> L'accès au site est contrôlé (portail à l'entrée du site). Une clôture est présente en partie haute du site mais absente en partie basse et latéralement du fait de la forte déclivité de la parcelle (accessibilité limitée). L'orifice de la galerie souterraine a été remblayée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Exploitations à ciel ouvert**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14 > 14.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distance bords de fouille
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
<b>Constats :</b> Les bords des excavations est tenu à une distance de 10mètres des limites du périmètre de l'autorisation. L'inspection note toutefois la dérogation nécessaire, pour raison de sécurité, à cette distance lors de la future exploitation de la partie basse de la parcelle (intégré au futur dossier d'autorisation environnemental).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien du site
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.
<b>Constats :</b> L'ensemble du site est entretenu. Les pistes sont en cours d'aménagement. Néanmoins, l'inspection note la présence de quelques déchets métalliques issus de l'ancienne exploitation. L'exploitant est invité à évacuer rapidement dans les filières adaptées les déchets précités.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.
<b>Constats :</b> Une pelle et un tractopelle sont présents sur site de manière occasionnelle, la grande majorité de l'exploitation étant manuelle (clivage et taille de l'ardoise). Le dernier tir de mine a été réalisé à l'été dernier. Le hameau le plus proche de l'exploitation se situe à environ 2km. Les nuisances sonores sont ainsi limitées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Périmètre autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/03/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Périmètre autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> La société SAS La Bleue du Cayrol dont le siège social est situé ZA La Bouysse à 12500 ESPALION, est autorisé à exploiter une carrière à ciel ouvert de micaschistes sur le territoire de la commune de Montpeyroux, sur la parcelle cadastrée n°382 – section L, au lieu-dit « La Moulyere » représentant une surface de 5a 09a 50ca.
<b>Constats :</b> L'exploitation de l'ardoisière se situe bien sur la parcelle cadastrée n°382-section L.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/1990, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Parcellaire
<b>Prescription contrôlée :</b> Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose de la pleine propriété de la parcelle (acte notarié du 28 avril 2020).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Fronts**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/1990, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Hauteur des fronts
<b>Prescription contrôlée :</b> La présente autorisation vaut, selon le dossier du demandeur, pour une exploitation à ciel ouvert de micaschistes conduite par gradins successifs de 4 mètres de hauteur au maximum avec abattage à l'explosif et manutention à l'aide d'engins mécanique lourds.
<b>Constats :</b> L'exploitation est conduite par gradins ne dépassant pas une hauteur de 4 mètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Abattage à l'explosif**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tirs de mine
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas où l'abattage du gisement est réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.
<b>Constats :</b> Le dernier tir de mine a été réalisé à l'été dernier. L'exploitant dispose des plans de tir de mine datés respectivement du 9 juillet 2021 et du 15 mars 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet